



Echos de la

MONUSCO

L'appui de la MONUSCO au processus électoral

- **Déploiement
du matériel électoral**
- **Formation de la police
nationale congolaise**
- **Sécurisation du scrutin**



Sommaire

Photo MONUSCO/Sylvain Liechti



L'appui logistique à la CENI, un défi énorme pour la MONUSCO

3 Décryptage

Appui de la MONUSCO au processus électoral

4 Analyse

Sécurisation et soutien du scrutin

6

Un défi logistique énorme pour la MONUSCO

9

Surveillance des libertés publiques pendant la période électorale

11 Interview

Coordonnateur de la Division des droits de l'Homme/Matadi :
"Notre objectif est de faire cesser les violences..."

13 Bilan

Sud-Kivu : actions concertées pour la réussite du processus électoral

15

Kasaï : un défi sécuritaire relevé grâce à la MONUSCO

17 Point de vue

Les Congolais jugent l'appui de la MONUSCO et s'exprime sur le rôle des Forces de sécurité

22

L'appui aux femmes dans le processus électoral, une nécessité

Edito

Bilan

Par Penangnini Touré*

La parution du Numéro 5 de cette édition d'*Echos de la MONUSCO* coïncide avec la fin de l'année 2011, année riche en événements pour la République démocratique du Congo (RDC). Ceux qui auront marqué le plus l'année écoulée sont, sans conteste, les élections présidentielle et législatives du 28 novembre dernier. Les premiers résultats de la présidentielle ont été proclamés le 9 décembre par la Commission électorale nationale indépendante, puis confirmés par la Cour suprême de Justice exactement une semaine plus tard. S'ensuivit, le 20 décembre 2011, l'investiture du Président élu, Joseph Kabila.

Ce numéro vous fait découvrir le travail fait en amont par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO) pour rendre possibles ces élections. Le magazine fait un gros plan sur la contribution de la Mission à l'organisation de ces élections, les secondes du genre après celles de 2006 que l'on peut qualifier de pluralistes et d'ouvertes depuis l'indépendance du pays.

Directeur de l'Information Publique
George Ola-Davies

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Coordonnateur
Penangnini Toure

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

L'appui de la MONUSCO à ce processus électoral se conjugue à plusieurs niveaux : d'abord la protection physique des populations congolaises, ensuite la formation et la sensibilisation des citoyens au civisme, aux questions des droits de l'Homme et des libertés individuelles afférentes au vote, et enfin le soutien technique et logistique grâce auquel le déploiement du matériel électoral a été possible, même dans les zones les plus reculées et les plus difficiles d'accès. Les défis pour la réussite de ces élections, nul ne peut le contester, étaient énormes, à la dimension même de la RDC dont l'étendue se mesure à tous les pays de l'Europe occidentale mis ensemble. Le fait d'avoir réussi à tenir ce scrutin dans les délais constitue en soi un exploit.

Cette édition d'*Echos de la MONUSCO* donne également la parole aux Congolais, leur permettant ainsi de s'exprimer sur la contribution de la Mission au processus, mais également sur le rôle des forces de sécurité congolaises avant et pendant les élections.

Nous vous proposons ce numéro double qui achève l'année 2011 et nous permet d'entrer par anticipation dans la nouvelle année. Ceci me donne l'occasion de vous souhaiter, au nom de toute l'équipe de la rédaction d'*Echos de la MONUSCO* une année 2012 faite de succès et pleine d'espérance pour les filles et fils de la République démocratique du Congo ■

***Coodonateur des Publications**

Décryptage

Appui de la MONUSCO au processus électoral

✎ **Par Joseph Tshimanga**

La Résolution 1925 (2010) du 28 mai 2010 comportait une très brève référence aux élections en rapport avec le mandat de la MONUSCO. Dans le cadre de l'effort de "stabilisation et consolidation de la paix", il était demandé à la MONUSCO d'apporter un soutien technique et logistique pour l'organisation d'élections nationales et locales.

Comme il l'a fait en mai 2010 par sa Résolution 1925, le Conseil de Sécurité a décidé en juin 2011 par sa Résolution 1991 que "la MONUSCO aiderait à l'organisation et la tenue d'élections nationales, provinciales et locales, sous la forme d'un appui technique et logistique, à la demande expresse des autorités congolaises, et dans la mesure de ses capacités et de ses ressources".

Cet appui s'est réalisé sous la forme suivante : faciliter les échanges élargis et

réguliers avec la Commission électorale nationale indépendante (CENI), notamment par l'intermédiaire du Comité d'accompagnement pour les élections ; aider la CENI à promouvoir le dialogue entre les diverses forces vives congolaises ; constater et dénoncer les violations des droits de l'Homme dans le contexte des élections ; user des bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général pour la RDC, selon les besoins ; et fournir assistance et conseils aux autorités congolaises à l'occasion des préparatifs électoraux .

A la différence de la Résolution 1925 qui stipulait que la MONUSCO devait soutenir le processus électoral "dans la limite de ses capacités et de ses ressources", la Résolution 1991, elle, n'a pas imposé une telle contrainte. En effet, le Conseil de Sécurité avait appelé la communauté internationale à "demeurer constante dans le concours qu'elle apporte à l'organisation des élections en RDC".

Le soutien de la MONUSCO au processus électoral en République démocratique du Congo, notamment aux élections présidentielle et législatives du 28 novembre 2011, est demeuré constant. Conformément à son mandat, la Mission a assuré à la CENI un appui logistique considérable, dans les domaines du déploiement des kits électoraux, de la formation des agents et de la police nationale congolaise ainsi que de la sécurisation du scrutin ■



La MONUSCO a dû assurer la sécurité du matériel électoral, pour sa distribution - Photo MONUSCO/Sylvain Liechi

Sécurisation et soutien du scrutin

Dans le cadre d'appui technique et logistique aux élections en République démocratique du Congo, la Police des Nations Unies a appuyé la Police nationale congolaise (PNC) dans les domaines de formation et d'équipements, avec un financement de la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) d'un montant de 1,6 millions de dollars américains.

✎ Par Mamadou Gueye Faye

La Police de la MONUSCO a, notamment, assuré la réhabilitation et l'équipement du Centre de formation de la PNC à Kasangulu/Bas-Congo dans l'ouest de la RDC.

S'agissant de la formation, elle a procédé au recyclage de six bataillons de la Légion d'intervention rapide (LIR) aux techniques de maintien et de rétablissement de l'ordre public,

et celui de 15 531 policiers dont 984 femmes de la police territoriale ainsi que des éléments du Groupe mobile d'intervention (GMI) dans les provinces pour la sécurisation du processus électoral.

En équipements, 3000 membres de la Légion d'intervention rapide ont été dotés de matériel de protection individuelle de maintien de l'ordre public.

Par ailleurs, la Police de la MONUSCO a appuyé le déploiement des bataillons de la LIR (personnels et matériel). Elle a établi, d'une part, un pont aérien entre Kinshasa et les différentes provinces de déploiement (Katanga, Kasai Occidental, Kasai Oriental, Equateur, Ituri) et, d'autre part, elle a fourni du carburant et des rations aux bataillons déployés.

Outre les moyens logistiques



La campagne électorale lancée en octobre 2011, ici à Kinshasa - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

apportés au personnel de la police nationale déployé, la Police de la MONUSCO a soutenu la hiérarchie de la PNC à des degrés divers. Elle a, entre autres, offert son appui à la planification et au développement d'un plan de sécurisation des élections ; elle a lancé l'appel, suivi d'effet, à la communauté internationale (les Etats-Unis, le Canada, la France, l'Ouganda, et l'Angola) pour un appui en équipements non létaux.

Au nombre des actions de la Police des Nations Unies figure également la mise

à disposition d'un avion spécial et d'experts de la MONUSCO pour une évaluation sécuritaire pré-électorale

dirigée par le Commissaire général de la PNC dans l'ensemble des provinces de la RDC, à l'exception du Maniema ■



La police nationale congolaise formée par la police des Nations Unies pour sécuriser les personnes et leurs biens pendant les troubles dus aux élections - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Un défi logistique énorme pour la MONUSCO

Les élections présidentielle et législatives du 28 novembre n'étaient que les deuxièmes élections libres organisées en RDC et les premières par la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

✂ Par Christiana Wilcox-Kalatchev



Livraison des kits électoraux à Bunia - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Conformément au calendrier électoral révisé du 30 avril qui avait réduit de manière significative la durée de livraison du matériel électoral, les deux élections présidentielle et législatives en RDC ont été organisées le même jour. Aux termes de la Résolution 1991 (2011) du Conseil de sécurité, un appel a été adressé à la MONUSCO pour apporter son appui technique et logistique "à l'organisation et la conduite des élections nationale, provinciale et locale" sollicité par les autorités congolaises.

Il s'est posé un sérieux défi

logistique à ce mandat, les difficultés d'approvisionnement de la CENI ayant causé l'arrivée tardive du matériel électoral dans le pays. Au lieu de juillet comme prévu, le premier matériel non-sensible est arrivé à Kinshasa le 16 septembre. Le matériel sensible (bulletins de vote) n'est arrivé que pendant la période du 16 au 24 novembre.

Malgré ces retards, la MONUSCO a réussi à livrer 99,5% du matériel sous sa responsabilité, à la date du 28 novembre. Alors que la coordination des activités

étaient gérée par un noyau installé au Centre de soutien à la Mission, plusieurs autres acteurs de la mission, en particulier l'Aviation et les services de logistique et de transport ont contribué de manière significative à ce succès. En outre, la Force de la MONUSCO a joué un rôle clé en assistant la CENI à atteindre les Bureaux de Vote situés à l'intérieur du pays au cours des derniers jours cruciaux du déploiement.

Déploiement du matériel

D'après l'Accord de septembre avec la CENI, les charges du déploiement étaient réparties comme suit: La MONUSCO s'est chargée de la plupart des livraisons aériennes et la CENI du transport par route. La MONUSCO a livré 100% du matériel non-sensible (kits électoraux, matériel de sensibilisation/ de formation, des isoieurs, des bulletins de vote) et 98,5% du matériel sensible (bulletins de vote) dont le déploiement a fait l'objet d'une demande adressée aux Nations Unies. L'élection ayant été prolongée d'un jour, l'appui a atteint les 100%, après que les deux hélicoptères retenus suite à une livraison tardive de cargaison de la CENI et au mauvais temps aient finalement atteint leur destination, le 29 novembre.

En dépit de mauvaises conditions météorologiques et des craintes que le défi logistique soit insurmontable, la MONUSCO a livré 1.813 tonnes de matériel électoral d'un centre à un autre



Les partisans d'un candidat à l'élection présidentielle du 28 novembre 2011 lors d'un meeting populaire à Goma - Photo MONUSCO/Sylvain Liechi

par un aéronef à voiture fixe. Du centre aux sous-centres, 488 tonnes de matériel non sensible et 268 tonnes de matériel sensible ont été distribuées à travers le pays par un aéronef à voiture tournante, ramenant ainsi le total du matériel livré à 756 tonnes. Le déploiement du matériel non-sensible a débuté le 16 septembre et s'est terminé le 21 novembre (67 jours au total). Le matériel sensible était livré pendant 11 jours seulement (du 19 au 29 novembre). En sus, la MONUSCO a délivré 308 tonnes de matériel supplémentaire au nom de la CENI

(véhicules, matériel de bureaux de vote, etc.). Malgré les défis sécuritaires et la nécessité de coordonner la sécurité des escortes sur terrain, les hélicoptères de la MONUSCO ont pu arriver à tous les endroits peu accessibles.

Succès

Ces succès ont été d'autant plus remarquables lorsqu'on tient compte des difficultés de prévision et de planification auxquelles ont été confrontées la Division électorale et la Cellule d'assistance électorale du Centre

de soutien à la Mission dès le départ. Fondées sur les données de la CENI, les estimations initiales prévoyaient l'acheminement de plus du double des quantités réelles. En effet, selon ces estimations, environ 6.000 tonnes de matériel non sensible et 7.725 tonnes de matériel sensible devraient être distribuées, mais en réalité les totaux respectifs ont été de 3.106 tonnes pour le matériel non sensible et de 1.849 tonnes pour le matériel sensible. Cette différence des chiffres était due, au moins en partie, à l'énormité du défi

d'organiser des élections dans un pays sortant d'une situation de conflit et couvrant une étendue aussi vaste que l'Europe occidentale. Elle était également liée à l'inexpérience de la plupart des membres de la CENI face à la nouveauté de la tâche. D'où la lenteur avec laquelle des informations cruciales relatives au poids et au volume des cargaisons – ainsi que les dates d'arrivée – étaient relayées à la Division électorale et, de là, au Centre de soutien à la Mission.

C'est seulement avec le temps que l'Équipe intégrée de logistique de la MONUSCO a pu établir des lignes de communication plus efficaces avec la CENI, au moment où cette dernière commençait à apprécier ses efforts. Ceci s'est révélé énormément utile lors des intenses étapes ultérieures de déploiement du matériel et encore une fois, après les élections, lorsque la MONUSCO a été approchée pour aider à la récupération des résultats des élections. La CENI s'est montrée particulièrement reconnaissante envers la Cellule d'assistance aux élections du Centre de soutien à la mission et la section Aviation pour leurs efforts de coordination de l'ensemble du processus de récupération des résultats par voie aérienne, menés de concert avec les autres partenaires de la CENI dans ce domaine, à savoir la Force nationale de défense de l'Afrique du Sud (SANDF), la Force aérienne angolaise, la Force aérienne congolaise, et la compagnie aérienne privée Service Air.

Avec l'appui d'autres membres du personnel du Centre de soutien à la mission et des services de logistique et de transport, la Cellule d'assistance électorale du Centre de soutien à la Mission, a, par ailleurs, facilité les déplacements de personnel de la CENI

à travers la RDC durant toute la période électorale. Elle a, en outre, aidé les groupes d'observateurs internationaux à déployer leurs membres à travers le pays. Le Centre Carter, la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), l'Association des Parlementaires Africains pour l'Afrique (AWEPA), le Réseau Européen pour l'Afrique Centrale (EURAC), l'Union Européenne – tous ont recouru à l'appui logistique de la MONUSCO pour le déplacement d'une partie de leur personnel, de Kinshasa vers l'intérieur du pays. Au total la MONUSCO a transporté 180 observateurs électoraux internationaux et 169 membres de la CENI.

En dépit des défis répétés auxquels ont été confrontés les divers acteurs pendant la période électorale – par exemple le fait d'avoir à attendre l'arrivée effective des cargaisons pour se faire une idée claire du poids

et du volume à transporter, et les mauvaises conditions météorologiques intervenant les jours critiques de vol – le déploiement a été non seulement un succès, mais apporte également de nombreux enseignements pour l'avenir. L'un des enseignements est le caractère crucial que revêtent les bonnes communications entre les acteurs clés – tant au sein de la MONUSCO elle-même, qu'entre elle et ses partenaires nationaux et internationaux – pour pouvoir transformer une entreprise quasi impossible en un succès de dernière minute. En se basant sur les expériences acquises dans la préparation des scrutins de novembre, la Cellule d'appui électoral du Centre de soutien à la Mission s'attèle maintenant à développer de nouveaux mécanismes de communication afin de faciliter l'échange d'informations non seulement entre les partenaires, mais aussi entre Kinshasa et le terrain, dans le but d'améliorer le flux de travail ■



Mathieu Bouah Bile, directeur de la Division Electorale de la MONUSCO
Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Evaluation des droits électoraux

Surveillance des libertés publiques, pendant la période électorale

Outre un appui logistique et technique de la MONUSCO, la Résolution 1991 du Conseil de Sécurité donne mandat au Bureau conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH) de constater et dénoncer les violations des droits de l'homme dans le contexte des élections. Synthèse du rôle joué par le BCNUDH, pendant la période électorale.

✍ Par Rachel Sherwin

Le téléphone portable sonne. C'est un bénévole qui travaille dans une ONG qui appelle le bureau de terrain du BCNUDH à Kinshasa pour l'informer d'une confrontation entre les partisans de deux partis politiques et la police nationale. La coordinatrice du

bureau de terrain, Mme Yande, sort pour vérifier cette information et rassembler des témoignages de personnes souvent trouvées dans les hôpitaux ou les prisons locales.

Outre un appui logistique et technique de la MONUSCO, la Résolution

1991 du Conseil de Sécurité des Nations Unies donne mandat au BCNUDH de constater et dénoncer les violations des droits de l'Homme dans le contexte des élections, de réunir des données fiables sur toutes violations des droits de l'Homme et de les porter à l'attention des autorités congolaises compétentes en vue d'empêcher la violence et de garantir la justice pour les victimes. Dans le cas de graves violations des droits de l'Homme, le BCNUDH mène des enquêtes plus approfondies.

Les 19 bureaux de terrain du BCNUDH, répartis à travers le pays, travaillent en étroite collaboration avec des réseaux d'ONG nationales de défense des droits de l'Homme afin d'être informé d'éventuels incidents. Soulignant le risque de violence et de violations des droits de l'Homme liées au processus électoral, le BCNUDH a tout particulièrement cherché à renforcer les capacités de ses partenaires.

“En période électorale, le travail du bureau de terrain de Kinshasa a porté sur la surveillance des libertés publiques, notamment pendant les manifestations”, explique Mme. Yande, avant d'ajouter: “Travailler avec un réseau d'ONG des droits



Déployée en nombre insuffisant, la police nationale congolaise n'a pu parfois contenir les débordements intervenus dans plusieurs bureaux de vote, comme ici devant une foule d'électeurs à Kisangani - Photo MONUSCO/Codjo Houegniglo



Un observateur de l'Union européenne assiste au déroulement des votes dans un bureau à Kinshasa, le 28/11/2011 - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

de l'Homme a été indispensable pour l'échange fluide et rapide d'informations. Notre collaboration au fil des ans a également facilité la mise en place d'une synergie composée du BCNUDH, des réseaux d'ONG et des représentants des partis politiques, propices à notre travail de sensibilisation".

Actions

L'établissement de mécanismes de surveillance et d'alerte précoce a requis l'amélioration des réseaux de communication existants. Le BCNUDH a fourni un soutien logistique et technique aux ONG des droits de l'Homme dans plus de 20 villes à travers le pays, améliorant ainsi leur capacité à surveiller et communiquer les informations aux bureaux de terrain. Les informations pertinentes sont transmises aux homologues nationaux ainsi qu'à la police

de l'ONU (UNPOL) et à la Force de la MONUSCO.

Le BCNUDH a également permis la mise en place d'une ligne téléphonique gratuite, gérée par le Réseau national des ONG des Droits de l'Homme (RENADHOC), qui reçoit et compile des alertes venant du grand public et de témoins de violences ou de violations des droits de l'Homme dans leurs quartiers. Si la capacité de la ligne RENADHOC s'avère insuffisante en raison du nombre important des cas de violations y rapportés, une seconde ligne verte du BCNUDH est prête à prendre le relais.

Dans les mois qui ont précédé les élections, le BCNUDH a effectué des formations et des ateliers de sensibilisations sur les droits de l'Homme à l'attention de plus de 10 000 personnes dans tout le pays, travaillant en étroite

collaboration avec d'autres sections de la MONUSCO, ainsi que la Police des Nations Unies (UNPOL) et la Force de la MONUSCO.

Ces formations ont bénéficié aux éléments de la police congolaise, de l'armée nationale, aux membres des partis politiques, des médias, des groupes de jeunes et d'ONG. Selon Scott Campbell, Directeur du BCNUDH en RDC, le renforcement de telles capacités "ouvre la voie à une collaboration durable et à long terme entre le gouvernement et la société civile afin d'empêcher la violence et lutter contre l'impunité".

Le 10 décembre 2011, lors de la Journée mondiale des droits de l'Homme, le monde célébrait le travail des défenseurs des droits humains. En RDC, cette reconnaissance est méritée au quotidien ■

Evaluation des droits électoraux

Richard Assiongbon Tettekpoe, coordonnateur de la Division des droits de l'Homme/ MONUSCO-Matadi :
“Notre objectif premier est de faire cesser les violations et agir afin que les victimes retrouvent leur liberté”

Le Bas-Congo, la province de l'extrême Est de la République démocratique du Congo (RDC), a connu une campagne électorale relativement calme, marquée par une montée de tension pré-électorale avec le passage des principaux candidats à la présidentielle. Le jour du vote était aussi calme, même si des incidents ont été enregistrés par endroit. Nous avons fait, dans les lignes qui suivent, le point sur l'environnement électoral en termes de violation des droits de l'Homme dans la province avec Monsieur Richard Assiongbon Tettekpoe, coordonnateur de la Division des droits de l'Homme à Matadi.

✎ **Propos recueillis par Maïmouna Traoré**



Le coordonnateur de la Division des droits de l'Homme/MONUSCO Matadi - Photo MONUSCO Matadi

Les élections présidentielle et législative viennent de prendre fin, quels sont les cas de violations aux droits de l'Homme que vous avez pu relever dans le Bas-Congo en cette période ?

Richard Assiongbon Tettekpoe : En période électorale, ce sont les droits civils et politiques, les libertés publiques qui sont suivis et contrôlés avec une attention particulière au niveau de la Division des droits de l'Homme de la MONUSCO [NDLR : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo].

Qui dit droits électoraux dit liberté d'expression, liberté d'opinion, liberté d'association ou d'appartenir au parti politique de son choix, liberté de réunion, le tout couronné par le droit de vote. Il faut dire que dans le cas de la province du Bas-Congo, tous ces droits ont été égratignés avant, pendant et après les élections du 28 novembre 2011. Nous avons traité des cas de civils qui ont été arrêtés parce qu'ils ont participé à des réunions publiques au cours desquelles ils se sont exprimés en faisant des critiques ou en marquant leur préférence à tel candidat ou tel candidat. Nous avons eu des cas d'agressions physiques infligées à des civils qui battaient campagne pour leur candidat ou qui promenaient des banderoles avec les effigies de leurs leaders. A Kisantu, le siège d'un parti a connu un incendie jugé criminel.

A Matadi, c'est un militant d'un parti qui a été arrêté par un Officier de Police judiciaire (OPJ) parce qu'il portait un badge à l'effigie de son candidat dont la candidature avait été pourtant reconnue et acceptés par la CENI [NDLR : la Commission électorale



*Une file d'attente d'électeurs devant des bureaux de vote à Matadi -
Photo MONUSCO/Maïmouna Traoré*

nationale indépendante]. A Boma, c'est un candidat à la députation nationale qui a été arrêté par les services de renseignements pour avoir dénoncé l'utilisation des biens de l'Etat à des fins électorales. Tshela, Mbanza-Ngungu, Kwuilu-Ngungu, Madimba, Kimpese, toutes ces localités ont connu des cas de violations des droits liés aux élections. Tous les corps des agents de la sécurité sont impliqués dans ces différents types de violations. A cela s'ajoutent les agressions, les échauffourées, les intolérances entre partisans protagonistes et les destructions méchantes de posters. J'ai effectué ce tour d'horizon pour vous montrer que les cas sont légions et que toutes les localités ont été touchées.

Quelle a été votre contribution pour régler un certain nombre de ces cas de violations des droits de l'Homme ?

RAT : Il y a les séances distinctes de sensibilisation des agents de l'ordre, des

journalistes, de la société civile, des ONG des droits de l'Homme sur les droits électoraux et les attitudes susceptibles de garantir des élections apaisées ; il y a la mise en place d'un réseau servant de système d'alerte pour le monitoring de ces violations dans tous les territoires afin de permettre de promptes interventions ; et il y a enfin les actions effectives pour faire cesser les violations. Le souci premier du Bureau conjoint des Nations Unies au Droits de l'Homme étant la protection des civils, il nous est arrivé à maintes reprises de passer des heures dans les commandements de la police, de l'ANR (NDLR : Agence nationale de renseignements), des services de renseignements spéciaux, pour démontrer l'illégalité des arrestations, la mauvaise qualification de certaines infractions et le dépassement du délai de garde à vue.

Notre objectif premier est de faire cesser les violations et agir afin que les victimes retrouvent leur liberté, parce

que comme on le dit souvent, "liberté doit rester la règle et la détention l'exception". Souvent aussi nous faisons intervenir les Parquets des villes et territoires avec qui nous avons de parfaites relations de partenariat, et ce sont eux qui agissent. Dès qu'ils reçoivent nos informations, ils se transportent sur les lieux de détention, vérifient les faits et procèdent à la libération des victimes. Dans le cadre de la lutte contre l'impunité des violations des droits de l'Homme, je peux vous dire que pendant cette période électorale trois OPJ ont écopé d'un mois de suspension d'habilitation, et deux autres ont connu le retrait pur et simple de leur habilitation.

Quelles sont vos recommandations aux autorités, ou bien quelles actions prenez-vous pour faire respecter les droits de l'Homme ?

RAT : Avec les autorités, nous avons créé un climat de concertation qui nous permet d'échanger sur les cas de violations enregistrées, exposer nos recommandations et présenter des plaidoyers par rapport aux efforts qui conviennent d'être fournis de leur côté et aux actes que nous attendons d'eux pour la réduction des violations des droits de l'Homme dans le Bas-Congo. Ces contacts sont importants parce qu'ils permettent la prise de certaines décisions salutaires pour la cessation des violations. Et puis, pour les autorités, le fait de se retrouver devant les droits de l'Homme, plongées dans une situation de gêne par rapport à des faits commis par des agents relevant de leur responsabilité les incitent à prendre des mesures adéquates qui vont jusqu'à des sanctions, ce qui milite en faveur de la dissuasion ■



Sud Kivu : actions concertées pour la réussite du processus électoral

*Un camion de la MONUSCO transportant le matériel électoral -
Photo MONUSCO/Myriam Asmani*

La Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) demeure engagée pour la réussite du processus électoral de 2011-2013. Lors de son séjour de travail à Bukavu en octobre dernier, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, M. Roger Meece, avait réitéré le soutien de la MONUSCO à ce processus, conformément au mandat du Conseil de Sécurité et dans les limites des ressources disponibles.

✍ Par Alain Likota

Plusieurs actions ont ainsi été menées dans le cadre de l'appui technique et logistique de la MONUSCO aux institutions gouvernementales impliquées dans l'organisation et la sécurisation des élections ainsi qu'en direction des

autres acteurs politiques concernés par ce processus.

Déploiement des kits électoraux

Au 1er novembre 2011, grâce aux aéronefs affrétés par la MONUSCO, un peu plus

deux tonnes de matériel de sensibilisation ont été transportés à Bukavu. Composés d'affiches, d'autocollants, de banderoles, de bandes dessinées et de modules de formation, la quasi-totalité de ces kits ont été déployés à leurs destinations

finale dans les territoires du Sud-Kivu pour différentes formations des agents électoraux, ainsi que la sensibilisation de la population au vote.

Pour les élections du 28 novembre, la MONUSCO a acheminé plus de 125 tonnes de matériel électoral au Sud-Kivu. Elle a assuré le déploiement aérien de ce matériel jusqu'à sa destination finale, tandis que la Commission électorale nationale indépendante (CENI) s'est chargée du transport dans les zones accessibles par voie routière.

Formation des agents électoraux

Dès le début du mois de novembre 2011, les 189 candidats à la série de formation des agents électoraux venus des différents territoires du Sud-Kivu étaient tous déjà présents à Bukavu. Organisée par la CENI, la formation qui est allée du 3 novembre au 7 novembre 2011 a regroupé 12 formateurs, trois superviseurs et les 189 participants parmi lesquels 172 ont été retenus pour la suite de la cascade de formations appuyés par la Section Electorale de la MONUSCO.

La logistique mise en place, la formation des agents électoraux organisée, restait que le processus se déroulait dans la paix et la sérénité.

Sécurisation du processus électoral

La MONUSCO a également assuré des formations pour la sécurisation des élections au profit des éléments de la Police nationale congolaise (PNC) au



La MONUSCO a assuré des formations pour la sécurisation des élections au profit des éléments de la Police nationale congolaise - Photo MONUSCO/Sylvain Liechi

Sud-Kivu. Pour le seul mois d'octobre 2011, la police des Nations Unies (UNPOL), en collaboration avec la PNC, a formé 700 policiers du Groupe mobile d'Intervention (GMI) du district du Lac Tanganyika et de la ville de Bukavu pour la sécurisation du processus électoral. D'autres sessions de recyclage de ce type avaient été organisées par le passé. Si, selon le Commandant de la PNC, le Général Gaston Luzembo, il était prévu l'alignement de près de 4 000 hommes formés à cet effet, la MONUSCO a en réalité aidé au déploiement par avion et par route de 5 856 agents de la PNC chargés de sécuriser les élections présidentielle et législatives.

Du côté de la Force de la MONUSCO, en consultation avec les autorités militaires congolaises, un plan de contingence a été élaboré pour faire face aux défis sécuritaires éventuels. Ce plan devrait permettre à la Force de la MONUSCO de répondre efficacement à toute situation nouvelle qui pourrait menacer la sécurité des populations

civiles et partant, l'ensemble du processus électoral en cours.

Cadre de concertation des partis politiques

En mai 2011, le bureau de la MONUSCO du Sud-Kivu a relancé un cadre de concertation des partis politiques pour des échanges sur des questions politiques en général. Dans ce cadre, au cours d'un atelier organisé par ce bureau les 24 et 25 octobre derniers à Bukavu, les représentants des partis politiques au Sud-Kivu

ont été sensibilisés afin de promouvoir le respect des droits de l'Homme et la culture de tolérance et de non-violence pendant la campagne électorale. A cette occasion, ces représentants ont signé un communiqué conjoint pour réitérer leur adhésion au code de bonne conduite élaboré par la CENI.

Elections présidentielle et législatives

Lors des élections présidentielle et législatives du 28 novembre 2011, la MONUSCO a constitué des équipes composées de personnel civil et de policiers des Nations Unies pour suivre le déroulement du vote. Cette démarche répondait aux exigences de la Résolution 1991 du Conseil de Sécurité, qui requiert de la MONUSCO un accompagnement du processus électoral dans son ensemble. Ces descentes dans des centres de vote ont permis d'évaluer les conditions générales du vote, donnant parfois l'occasion à la mission onusienne de procéder à des déploiements urgents de matériel le jour même du vote ■

Kasaï : un défi sécuritaire relevé grâce à la MONUSCO

✎ Par Piergiorgio Paglialonga

Le Kasaï a relevé un défi important dans le cadre du soutien de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) au processus électoral.

Déjà pendant la campagne électorale les provinces du Kasaï Oriental et Occidental ont vécu une période de forte tension et enregistré de nombreux incidents dans plusieurs localités, faisant de nombreux dégâts matériels

et humains. Cela a été accompagné, en certaines localités, par des cas d'intolérance exacerbés par l'utilisation abusive des médias privés qui véhiculaient des messages de haine et de division. La situation a souvent été



Des Casques bleus de la MONUSCO visitent un bureau de vote à Mweka, au Kasaï Occidental - Photo MONUSCO/Piergiorgio Paglialonga

marquée par des atteintes aux droits et aux libertés d'expression et d'opinion. Ces violations ont généralement été consécutives à des prises de position, analyses, et commentaires critiques à l'égard des acteurs politiques, toutes tendances confondues.

Dans ce contexte, la Mission a adopté une approche multidimensionnelle. avec toutes ses composantes afin d'encourager un climat apaisé en vue des élections. A Mbuji Mayi et à Kananga, chefs-lieu des deux provinces, mais aussi dans d'autres localités, notamment à Lodja (Kasai Oriental) et à Mweka (Kasai Occidental) de nombreuses rencontres

ont été organisées avec les autorités locales, les responsables des partis politiques et des medias afin d'appeler les uns et les autres au respect des droits et des devoirs fondamentaux de chacun pendant le processus électoral. Grâce à l'implication des leaders des communautés religieuses et des notables de la société civile, un cadre de concertation a été créé, aboutissant au mois de novembre 2011 à un acte d'engagement pour des élections crédibles, transparentes mais surtout apaisées.

Dans les deux provinces, la MONUSCO a aussi appuyé le renforcement de connaissance des

différents acteurs et partenaires intervenant dans les élections, à savoir les représentants de la société civile, les journalistes, les organisations féminines, les éléments des forces de sécurité, pour une prise de conscience et un engagement à véhiculer des messages de paix et de tolérance. Ainsi, la Mission a participé à l'initiative nationale pour l'organisation du *"Forum des jeunes des partis politiques et de la société civile pour des élections apaisées"*. De même, la MONUSCO a pris part à des ateliers d'appui à la participation des femmes au processus électoral. Un taux d'inscription d'environ 50 % et 41 % respectivement pour le Kasai Oriental et pour le Kasai Occidental a été enregistré.

Dans son travail d'appui à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour l'organisation des élections au Kasai Oriental, la Mission a facilité la formation de 229 Formateurs électoraux provinciaux (FEP), 1375 Chefs de Centres de Vote (CCV), 1375 Président formateurs (PF), et 5130 Membres de Bureaux de Vote et de Dépouillement (MBVD). Pour le Kasai Occidental, ces chiffres sont de 22 FEP, 1182 CCV, 852 PF, et 4659 MBVD. Tous ces agents ont été formés sur les principes de l'éthique et de la déontologie électorale.

De même, la MONUSCO a assuré le déploiement de plus de 300 tonnes de matériel électoral dans les 16 territoires du Kasai Oriental et environ 90 tonnes dans les 10 territoires du Kasai Occidental y compris les chefs-lieu de ces provinces. Tous ces efforts ont été entrepris par la MONUSCO dans le strict respect de son mandat qui est d'apporter son soutien technique et logistique au processus électoral dans son ensemble ■



Des électeurs attendent, devant un bureau de vote - Photo MONUSCO/Piergiorgio Paglialonga

Processus électoral général

Les Congolais jugent l'appui de la MONUSCO et s'expriment sur le rôle des Forces de sécurité

Pendant le processus électoral qui a abouti aux scrutins présidentiel et législatifs du 28 novembre 2011, l'équipe de la Division de l'Information publique de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) a tendu le micro aux citoyens congolais à travers le pays. Comment ont-ils évalué le soutien de la MONUSCO à l'ensemble du processus électoral en terme d'appui logistique, de protection des civils et de formation ? Nous vous livrons dans les lignes qui suivent ce qu'ils disent du rôle joué par la Mission et les forces de sécurité à ce processus.

✂ Propos recueillis successivement dans les provinces par Maimouna Traoré, Piergiorgio Paglialonga, Marylène Seguy, Sylvestre Kilolo, Jean-Tobie Okala, Tahina Andriamamonjitanasoa

Général Raus Chalwe, commissaire divisionnaire de la police à Matadi : "Le soutien de la MONUSCO à l'ensemble du processus électoral a été très remarquable. En termes d'appui logistique elle [NDLR : la MONUSCO] a contribué efficacement aux opérations de déploiement des kits électoraux à travers le territoire national, surtout dans les milieux difficiles d'accès, notamment par voie routière. Quant à la protection des civils, la présence du personnel de la MONUSCO a toujours rassuré la population. S'agissant de la formation, la MONUSCO, a beaucoup appuyé la Police nationale au renforcement des capacités de ses cadres et agents. Ces derniers, très professionnels, ont apporté le meilleur d'eux-mêmes lors des différentes formations et séminaires organisés dans les domaines de la Police judiciaire, des Renseignements généraux, du Maintien et Rétablissement de l'Ordre public (MROP), de la Police de Circulation routière, des violences sexuelles, de la Police de Proximité et sans compter la Formation des Formateurs.

Les diverses formations offertes par les



Le commissaire divisionnaire de la Police nationale congolaise, Matadi, Général Raus Chalwe - Photo MONUSCO/Maimouna Traoré

différentes sections de la MONUSCO, au profit de la police ont à mon avis, et ce à 75%, contribué à changer les mentalités,

par exemple en matière de civisme, de respect des droits de l'homme, de participation des femmes au processus électoral, de respect des



Arrivée du matériel électoral (urnes) à Walikale au Nord Kivu - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

libertés individuelles, etc. Le comportement des policiers du commissariat provincial du Bas-Congo en général et ceux de la police de proximité, actuellement en stage sur terrain est éloquent. Toutefois, le vrai jugement de valeur devrait être fait par la population, la société civile et autres partenaires de la police.

Les éléments du commissariat provincial du Bas-Congo se sont bien acquittés de leur rôle de protection et d'encadrement des citoyens, plus particulièrement des électeurs, le jour du vote à travers la province du Bas-Congo, la police n'ayant pas été débordée, les éléments des FARDC n'ont pas été opérationnels".

Gaston Mapendo, directeur général de l'entreprise Main D'œuvre congolaise à Bukavu : "Je crois que le volet de la logistique de la MONUSCO a été des plus impeccables. A ce qu'on sache n'eut été la présence de la MONUSCO, l'appui logistique aux élections ne serait pas

vraiment appréciable. Sur ce point là, c'est très positif".

"Pour ce qui est de la protection des civiles, c'est relatif. Beaucoup de gens dans la ville et dans les villages pensent que la MONUSCO ne fait pas assez pour protéger les populations civiles. De ce point de vue, la MONUSCO devrait fournir encore beaucoup d'efforts en se rapprochant des civils".

Vice-président de la Société civile du Sud Kivu, Descartes Mponge :

"Globalement nous félicitons le travail de la police qui a eu un impact réel le jour des élections".

"En fait, la MONUSCO a été présente tout comme la communauté internationale globalement pendant le processus. Mais ce n'est pas de la même manière comme nous l'avons constaté en 2006. Aujourd'hui en 2011, nous avons vu que la MONUSCO a mis à disposition ses avions et à côté de la MONUSCO, on a trouvé qu'il y avait

d'autres pays comme l'Angola, l'Afrique du Sud et le Congo-Brazza qui ont aussi contribué. Mais le gouvernement congolais a aussi affrété des avions pour déployer les matériels électoraux. Le travail de la MONUSCO a eu un impact aussi au niveau de la protection des populations civiles et même de la prévention des conflits. L'autre impact c'est que nous avons réussi à atteindre certains endroits où de nous même on ne pouvait pas aller, mais grâce au transport de la MONUSCO nous sommes arrivés quand même à atteindre ces points là qui étaient les plus reculés".

Commissaire provincial de la PNC/Sud Kivu, Général Gaston Luzembo :

"Pour évaluer tout ce que la MONUSCO a fait en ce qui concerne la police, je dirais que grâce à la MONUSCO à travers le chef secteur de la police de la MONUSCO, notre police a bénéficié des formations avant et pendant le processus des élections qui est toujours en cours. Avec cet appui, je félicite nos partenaires de la MONUSCO pour cet acte que j'ai toujours considéré comme positif. Par rapport à ce que la MONUSCO fait pour la province du Sud-Kivu, il y a un impact positif parce que nous avons eu à œuvrer pendant les élections avec nos partenaires de la police égyptienne de la MONUSCO. Ils ont été présents à tout moment quand on avait besoin d'eux.

Nous avons fait des patrouilles mixtes, une caravane de sécurité ensemble. Jusqu'à présent, nous continuons à travailler avec nos partenaires de cette police MONUSCO d'Egypte; je qualifie cela d'un bon partenariat".

"Pendant les trois phases avant, pendant et après le vote, la police du Sud Kivu s'est comportée tellement bien que les mots me manquent pour qualifier son action. Parce que partout ailleurs dans le pays, nous avons connu des problèmes. Quelle est

la différence ? La différence est que, cette police depuis que nous avons réceptionné les matériels antiémeutes, les armes non létales etc, ces matériels n'ont pas été utilisés une seule fois, aucune balle n'a été entendue dans la province du Sud Kivu, pendant ou même avant les élections et aucune personne n'a été blessée pendant les élections. Donc c'est pour dire que cette police s'est bien comportée car il n'y a eu des dérapages dans la province du Sud Kivu”.

Jean, changeur de monnaie au centre ville de Goma : “Les élections se sont mal passées; Les plaintes sont nombreuses et les gens ont été tués. Il semble avoir eu une mauvaise préparation de ces élections et à mon avis la communauté internationale n'a pas bien accompagné ces élections. Sinon, toutes les mesures sécuritaires n'ont pas été prises pour éviter aux gens de se faire tuer, et la peur demeure au regard des disputes (entre politiciens) qui s'observent encore”.

Claudine Bela, directrice du centre d'études et de recherche pour les droits des femmes, à Kisangani : “L'appui de la MONUSCO a été très positif que ce soit dans le cadre de l'appui logistique, dans le cadre de la protection des civils ou des différentes formations qu'elle a proposées. Si on s'en tient au seul processus électoral, il y a lieu de reconnaître le travail abattu par la MONUSCO, surtout dans le transport et le déploiement du matériel électoral ainsi que du personnel, dans la formation des acteurs politiques et de ceux de la société civile pour la tenue d'élections apaisées. La MONUSCO s'est distinguée dans ses actions et nous ne pouvons que la féliciter. Sans la MONUSCO, beaucoup de milieux ruraux n'auraient pas pu recevoir les kits électoraux. Et par conséquent les élections n'auraient pas pu avoir lieu dans ces endroits-là”.



Un bureau de compilation des bulletins de vote, à Goma - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

“Nous devons jeter des fleurs aux éléments de la PNC qui se sont bien comportés dans l'encadrement des électeurs. Ils étaient aussi débordés par cette masse d'électeurs qui cherchaient leur nom sur les listes électorales dans différents centres. Et le travail de la PNC a été difficile. Ce que nous avons néanmoins déploré le jour de la proclamation des résultats, c'est que la PNC n'était pas préparée pour encadrer les manifestants. Des gens se promenaient entièrement nus dans la ville et cela constitue une atteinte à la pudeur et aux bonnes mœurs et, à ce moment-là, la police a été incapable de maîtriser ces cas de dérapage. Nous le déplorons grandement”.

Pascal Ukelo, coordonnateur du cadre de concertation des jeunes pour les élections apaisées et coordonnateur provincial adjoint du réseau des Associations congolaises de jeunes, RACOJ, Kisangani : “L'appui de la MONUSCO est très apprécié

car elle a apporté le meilleur d'elle-même par rapport à la MONUC [NDLR: en 2006]. La présence de la MONUSCO a effectivement été remarquée. On a vu les équipes de la MONUSCO sur le terrain lors de la campagne de sensibilisation et à travers la radio Okapi qui a consacré deux jours entiers à rapporter ce qu'il se passait sur le terrain le jour du scrutin et le lendemain”.

“En ce qui concerne Kisangani, un coup de chapeau à la PNC et aux FARDC qui ont bien fait leur travail. Il n'y a pas eu d'incident majeur en termes de violence et autres perturbations. De ce côté là, ils se sont bien comportés”.

Augustin Osumaka, maire de la ville de Kisangani : “Ne pas reconnaître l'appui de la MONUSCO, et en son temps MONUC, pour ce qui est de Kisangani, ce serait une aberration. Même un enfant boyomais reconnaîtra l'apport de la MONUSCO dans le processus électoral. Ceux qui ne savent pas qu'on est aujourd'hui attaché à l'esprit

de la paix, c'est pourtant grâce à cette organisation internationale. Avec l'appui de la MONUSCO, nous avons retrouvé la paix tant recherchée. Une paix chèrement acquise. La MONUSCO, à travers ses projets QIP [NDLR: Projet à impact rapide] à Kisangani et ailleurs dans la province a effectué de nombreuses réhabilitations. Comme au quartier Motumbe avec les bornes fontaines par exemple".

"Même la PNC a bénéficié de différentes formations données par la MONUSCO et d'autres organisations. D'aucuns craignaient que la PNC allaient mal agir comme sous la deuxième République. Mais la police est bien formée aujourd'hui, bien équipée et elle a correctement sécurisé les élections le jour J".

Monsieur Torro Mbangi Dobolo, membre de la nouvelle société Civile de l'Equateur, Mbandaka

"Vraiment le soutien de la MONUSCO était positif du fait que la province de l'Equateur est immense. Grâce à la MONUSCO, le matériel électoral a pu atteindre les milieux reculés. Et par rapport à la protection des civils, la MONUSCO a essayé de faire quelque chose. Mais pour ce point précis, elle n'a pas atteint l'objectif. Parce que par-ci et par-là, nous avons constaté qu'il y avait plusieurs cas de violations des Droits de l'homme. Par rapport à la formation, la MONUSCO en avait beaucoup organisé ; ces formations, je puis dire, ont essayé d'atténuer beaucoup de choses ; mais un regret, ces formations n'ont pas pu atteindre toutes les couches indiquées pour faire des travaux sur terrain".

"Moi, je vais vous dire sincèrement que nous ne pouvons pas épinglez les FARDC



Une électrice introduit son bulletin dans l'urne -
Photo MONUSCO/Codjo Houegniglo

pour la simple raison que la sécurisation des élections est une tâche qui était confiée à la PNC. Les éléments de la PNC ont bénéficié des formations sur la sécurité des électeurs avant, pendant et après les élections. Mais nous avons remarqué qu'il y avait des éléments incontrôlés qui portaient la tenue de la PNC ; ils étaient là pour tracasser la population et les inquiéter inutilement. Pour ce point précis, je vous dis sincèrement que la PNC n'a pas vraiment bien joué son rôle".

Belbiche Munzinka, Directrice des programmes à Radio-Télé Sarah (RTS), Mbandaka (Equateur) : "A propos du processus électoral, je peux dire que la MONUSCO a été plus présente dans la protection des civils et sur le plan des différentes formations, surtout en termes de communication des médias et de la population. Je ne peux pas parler du point de vue logistique sur l'apport de la MONUSCO étant donné que je ne maîtrise pas cet aspect des choses".

"Pour la police et les militaires, les tensions ont été trop fortes pendant la

période électorale, la PNC et les FARDC ont tenu tête mais quelques dérapages ont quand même été signalés. Parfois, les policiers nous poussaient comme des enfants (...)"

Trésor Gbenge, étudiant en gestion des institutions de santé à l'ISTM/Mbandaka :

"Ces formations ont contribué grandement à la réussite du processus électoral parce que si vous voyez le taux de participation dans le processus électoral en 2006, ce n'était pas le même cas que ce que nous venons de remarquer pour cette année 2011. C'est pour dire que la MONUSCO a contribué

grandement au respect des droits de l'Homme et la participation des femmes dans ce processus. La MONUSCO avait assuré des formations à l'intention des étudiants, on nous appris à pouvoir par exemple manifester dans la politesse, le calme (...)"

Un responsable d'une confession religieuse de Mbuji Mayi qui a préféré garder l'anonymat :

"L'appui logistique était là, visible. En termes de formation, il y a eu pas mal de séances avant les élections. Par la suite, au moment crucial des élections, c'est là où on a senti l'absence de la MONUSCO. C'était le moment pour sécuriser les élections".

"Les éléments de la PNC et des FARDC se sont comportés comme des voyous. La PNC et l'armée nationale, c'étaient des milices plutôt".

"Pendant la campagne électorale on a senti la présence de la MONUSCO. Mais pendant les élections, c'est comme si il y avait un mot d'ordre qui était donnée, et on n'a pas vu la MONUSCO. C'est ce



Des observateurs électoraux de la SADC déployés dans les différents bureaux de vote - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

que nous regrettons amèrement. Mais les conséquences, ce sont toutes ces tricheries dont on parle (...) ces tricheries sont là”.

Un agent de la Miba (la société Minière de Bakwanga) et responsable de la société civile qui a préféré garder l’anonymat : “Oui effectivement, parce que si aujourd’hui les élections se sont bien passées, c’est parce qu’ils étaient là, parce qu’il y avait la MONUSCO, si non il y aurait eu un peu de désordre partout”.

“Le jour du vote j’ai constaté l’absence de la police dans les bureaux de vote, dans les circonscriptions. La police était totalement absente dans tous ces lieux là. Il y avait la MONUSCO effectivement, mais quant à la police, je n’ai pas vu les actions de la police dans tous ces bureaux de vote”.

Claude Kangudia , président du Conseil provincial de la jeunesse

(Kasaï Oriental) : “Nous avons tous senti que la MONUSCO a appuyé la CENI avec les hélicoptères pour transporter les matériels électoraux et les amener dans les coins les plus reculés de la province. Nous avons vu aussi l’implication de la MONUSCO le jour même des élections et nous avons vu le véhicules de la MONUSCO, transporter les bulletins de vote pour les amener dans les bureaux qui manquaient de bulletins. Ça c’est du point de vue organisationnelle et logistique. Du point de vue protection, nous voyons aussi des mamans qui, quand elles ont des problèmes, quand leurs enfants sont arrêtés, elles viennent à la MONUSCO pour voir les gens des Droits de l’Homme afin qu’ils puissent les accompagner dans les procédures légales”.

Alidor Numbi, député provincial, Coordinateur de la Majorité

présidentielle (Kasaï Oriental) : “Nous remercions la MONUSCO pour tout ce qui a été fait jusqu’à ce stade. Nous avons bien apprécié l’implication de la MONUSCO dans la formation des partis politiques dans le cadre de l’éducation à l’organisation des élections apaisées. Nous avons bien noté les conseils techniques aux acteurs politiques locaux et surtout les efforts dans le cadre du dialogue. Ce cadre nous a permis de laver les habits en famille et surtout de prévenir certaines tensions. La MONUSCO a réussi à nous mettre ensemble quand ou a eu des tensions au top en ville et elle a été très attentive à nous aider à faire comprendre la nécessité du dialogue et de la paix”.

“Le jour du vote la police a été désarmée et c’est ça qui l’a empêchée de faire son travail. Si la police avait été armée, la violence ne pourrait atteindre certaines proportions. Il y a eu des tueries, que nous regrettons ■



La tenue d'un atelier sous régional des femmes sur le processus électoral à Goma - Photo MONUSCO/Toral Pattni

L'appui aux femmes dans le processus électoral, une nécessité

✂ Par Toral Pattni

L'implication effective des femmes et des filles dans le processus électoral constitue un grand défi en République démocratique Congo. Le cycle électoral 2011 a vu une diminution de la participation des femmes en politique, sans aucune candidature féminine à la présidentielle, et seulement avec 2 277 femmes figurant parmi les

18 864 candidats pour les 500 sièges au parlement.

Ce constat peut être lié à un certain nombre de facteurs, notamment un manque de capacité à prendre une part active au processus décisionnel ; un manque de volonté politique ou de soutien pour les femmes au sein des partis politiques ; et la faible couverture

médiatique pour rendre plus visibles les activités des femmes candidates .

Pour tenter de répondre à ces défis, le Bureau Genre de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a lancé une série de projets financés par l'Ambassade du Luxembourg, visant à accroître la participation des femmes et à

minimiser les nombreuses qui leur sont faites.

C'est ainsi que le Bureau Genre de la MONUSCO et la cellule Genre de la Division Electorale ont entrepris des sessions de formation de formateurs dans six localités à travers le pays, visant à renforcer les capacités des représentants de société civile, d'ONG et d'institutions académiques pour les aider à former des femmes candidates aux élections législatives. Un total de 516 personnes ont ainsi pu être formées du 8 au 17 novembre 2011 à Kananga, Bukavu, Bunia, Goma, Kindu et Kisangani.

Contre la violence

La violence électorale étant une menace sérieuse à la participation des femmes au processus démocratique, la mise en place d'un système sécuritaire pour protéger les femmes contre d'éventuelles tentatives de violence sexuelle ou d'autres abus physiques et verbaux, s'avère plus que nécessaire. Pour s'assurer que les cas de violations contre les droits des femmes pendant les élections sont documentés et suivis d'effet, le Bureau Genre de la MONUSCO a mis en place un réseau de sécurité intitulé «Recherche Action».

Plusieurs ONG partenaires, ainsi que des organisations de la société civile et religieuse ont formé un vaste réseau étendu à l'ensemble des 11 provinces de la RDC pour identifier et rapporter les cas de violations contre les droits des femmes et des filles congolaises impliquées dans le processus électoral. Le but de cette démarche était de permettre aux femmes et aux filles de prendre une part active dans le processus électoral en toute sécurité. Elle visait également à établir une base de données des cas d'infraction à la libre participation des



Une photo de famille de participants à l'issue de l'atelier - Photo MONUSCO/Toral Pattni

femmes, ce qui permettrait de mettre en place des mesures préventives sécuritaires dans les élections à venir. Les incidents répertoriés étaient renvoyés à la CENI et à la MONUSCO pour action immédiate.

Dans cette logique, un atelier sous-régional a été organisé à Goma impliquant des femmes de la RDC, et de trois autres pays frontaliers, à savoir le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda. L'atelier était organisé par le Bureau du Genre, en partenariat avec le Collectif des femmes pour le Développement (CAFED) et le Collectif des Associations féminines de la Région des Grands Lacs (COCAFEM-GL).

Les 120 délégués à prendre part à cet atelier ont publié une déclaration commune appelant la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) à établir une surveillance sous-régionale et un système d'alerte

précoce pour les élections dans la région. D'autres recommandations concernaient la mise en œuvre de programmes d'éducation civique pour le renforcement des capacités électorales, et la promotion de la parité genre à toutes les étapes du processus.

Ces initiatives, qui sont en cours ont montré qu'il n'y a ni manque de volonté ni manque de motivation de la part des femmes au processus électoral. La forte détermination des participantes ainsi que les idées émises ont transcendé les différentes activités de l'atelier pour produire des résultats concrets qui serviront de guide aux actions futures. C'est à travers des mesures telles que l'appui au renforcement des capacités, l'éducation et la sécurisation du processus électoral que les femmes pourront effectivement jouer leur rôle de partenaires à l'avènement de la démocratie ■



République Démocratique du Congo

Les candidats à l'élection présidentielle de 2011



Andeka Jean



Bombole Adam



Kabila Joseph



Kakese François



Kamerhe Vital



Kashala Oscar



Kengo Léon



Mbusa Antipas



Tshisekedi Etienne



Mobutu François



Mukendi Josué

Pour nous contacter:

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe

Tel. : (243) 81 890 6583 - (243) 81 890 6885

site web : www.monusco.org



www.facebook.com/monusco.org



twitter.com/MONUSCO



www.youtube.com/MONUSCO



Que fais-tu pour lutter contre le SIDA?

